

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/W/215/Add.1

18 octobre 2000

(00-4303)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

EXAMEN DES LÉGISLATIONS

Questions posées par les États-Unis

Addendum

Par des communications datées du 12 octobre 2000, la Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat des copies des questions complémentaires ci-après adressées respectivement à l'Estonie, au Koweït, au Paraguay, au Qatar, à Sainte-Lucie et à la Turquie.

ESTONIE

A. GÉNÉRALITÉS

1. Pour chaque forme de propriété intellectuelle visée dans la Partie II de l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, prière d'expliquer la manière dont les lois estoniennes garantissent aux ressortissants des autres Membres de l'OMC le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée, comme l'exigent les articles 3 et 4 de l'Accord. Prière de citer les dispositions pertinentes de la loi.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Prière de décrire et de citer les dispositions applicables au droit d'auteur et aux droits connexes figurant dans le Code civil estonien.

3. L'article 5 (2) de la loi sur le droit d'auteur dispose que cette loi ne s'applique pas aux expressions du folklore. Prière d'expliquer les critères appliqués pour différencier une expression du folklore d'une œuvre inspirée du folklore et susceptible d'être protégée par le droit d'auteur.

4. Prière de décrire en détail la manière dont l'Estonie a mis en œuvre les obligations énoncées à l'article 18 de la Convention de Berne telles qu'elles sont incorporées à l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC et la manière dont la protection a été rétablie pour les phonogrammes qui existaient en Estonie à la date d'application de l'Accord, qui étaient encore protégés dans leur pays d'origine et qui n'avaient pas bénéficié d'une durée de protection complète en Estonie.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

5. L'article 5 (4) de la loi sur les marques de fabrique ou de commerce dispose que les titulaires de marques notoirement connues peuvent empêcher l'utilisation de leur marque par d'autres pour des produits et services similaires si cette utilisation tire indûment profit du caractère distinctif ou de la

renommée de la marque ou leur porte préjudice. Prière d'expliquer si la marque notoirement connue doit être enregistrée pour que son titulaire puisse exercer ce droit.

6. Prière de décrire en détail la manière les marques notoirement connues sont protégées en Estonie, en indiquant notamment les critères appliqués pour déterminer si la marque en question est notoirement connue.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

7. Prière de décrire en détail la protection offerte pour les indications géographiques par la loi sur la protection des consommateurs.

8. Prière de décrire en détail la manière dont la loi sur l'alcool empêche l'utilisation d'indications géographiques pour des vins et spiritueux non originaires de la zone désignée par l'indication.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

9. Prière de décrire en détail la protection offerte en Estonie pour les dessins et modèles de textiles.

F. BREVETS

10. L'article 47 de la loi sur les brevets autorise la concession de licences obligatoires dans certaines circonstances. Elle contient des dispositions pour bon nombre de conditions énoncées à l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC. Prière de décrire en détail comment chacune des conditions non reprises dans la loi figure dans la législation et de citer les passages pertinents des lois ou réglementations.

11. L'article 57 de la loi sur les brevets dispose que l'Office des brevets d'Estonie peut se porter tierce partie dans une procédure judiciaire engagée pour atteinte aux droits du titulaire d'un brevet. Prière d'expliquer en détail quel serait le rôle de l'Office des brevets en qualité de tierce partie.

G. PROTECTION DE RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

12. L'article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC impose aux Membres de protéger contre la divulgation et "l'exploitation déloyale dans le commerce" certaines données résultant d'essais communiqués pour obtenir l'approbation de la commercialisation de produits pharmaceutiques et de produits chimiques pour l'agriculture. Prière d'expliquer comment l'Estonie met en œuvre ces obligations au titre de la loi sur les produits médicaux.

H. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

13. Prière d'indiquer si les décisions au fond rendues lors de procédures judiciaires sont communiquées par écrit et si ces avis écrits sont mis à la disposition du public, pour qu'il puisse se familiariser avec la loi.

14. Prière d'indiquer si les autorités judiciaires sont habilitées à adopter des mesures provisoires sans que l'autre partie soit entendue, comme l'exige l'article 50:2 de l'Accord sur les ADPIC, et dans quelles conditions ce pouvoir peut être invoqué.

15. Prière d'indiquer si les autorités douanières estoniennes sont habilitées à prendre des mesures d'office pour suspendre la mise en libre circulation de marchandises suspectées d'être des

marchandises de marque contrefaites ou des marchandises pirates portant atteinte au droit d'auteur et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

16. Prière d'indiquer quelles sont les autorités chargées des poursuites pénales relatives aux droits de propriété intellectuelle et de préciser si leurs pouvoirs s'étendent à d'autres formes de droits de propriété intellectuelle.

17. Prière de donner, pour chacune des années 1998 et 1999, des renseignements statistiques sur les actions intentées au civil pour faire respecter le droit d'auteur et les droits attachés à une marque, à une indication géographique, à un dessin ou modèle industriel, à un brevet, à un schéma de configuration de circuit intégré ou à un secret commercial, y compris le nombre d'affaires portées devant la justice, d'injonctions prononcées, de saisies effectuées sur des produits portant atteinte à ces droits, d'affaires réglées (y compris à l'amiable) et le montant des dommages-intérêts alloués.

18. Prière de donner, pour chacune des années 1998 et 1999, des renseignements statistiques sur les actions intentées au pénal pour des actes de piratage portant atteinte au droit d'auteur et pour des atteintes à des marques, notamment le nombre de descentes de police effectuées, de poursuites engagées, de condamnations prononcées et le montant des amendes et/ou des peines d'emprisonnement infligées (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines de prison ont été effectivement purgées ou s'il y a été sursis) ainsi que tout autre renseignement établissant que le système pénal décourage de façon efficace les actes de piratage portant atteinte au droit d'auteur et la contrefaçon de marques.

19. Prière de décrire toute initiative nouvelle prévue pour améliorer le respect des droits de propriété intellectuelle en Estonie, notamment au plan pénal.

KOWEÏT

A. GÉNÉRALITÉS

1. Pour chaque forme de propriété intellectuelle visée dans la Partie II de l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, prière d'expliquer la manière dont les lois koweïtiennes garantissent aux ressortissants des autres Membres de l'OMC le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée, comme l'exigent les articles 3 et 4 de l'Accord. Prière de citer les dispositions pertinentes de la loi.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Prière d'expliquer comment la loi sur le droit d'auteur protège les programmes d'ordinateur en tant qu'œuvres littéraires et les compilations de données conformément à l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

3. L'article 11 de l'Accord sur les ADPIC dispose que, dans la plupart des circonstances, des droits de location doivent être accordés en ce qui concerne au moins les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques, et l'article 14:4 dispose que des droits de location doivent être accordés aux producteurs de phonogrammes. Prière d'expliquer comment la loi sur le droit d'auteur et les droits voisins garantit que des droits de location prescrits sont accordés et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

4. Prière d'indiquer la durée de la protection offerte pour les œuvres et pour chacune des formes de droits voisins en vertu de la loi sur le droit d'auteur et les droits voisins et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

5. L'article 13 de l'Accord sur les ADPIC impose aux Membres de l'OMC de restreindre les limitations du droit d'auteur ou exceptions à ce droit à certains cas spéciaux qui ne portent pas atteinte à l'exploitation normale de l'œuvre ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du détenteur du droit. Prière de décrire toutes les limitations du droit d'auteur ou exceptions à ce droit prévues par la loi sur le droit d'auteur et les droits voisins et de citer les dispositions pertinentes de la loi. Prière d'indiquer comment le Koweït fait en sorte que ces limitations et exceptions ne portent pas atteinte à l'exploitation normale des œuvres ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du détenteur du droit.

6. Prière de décrire en détail les droits conférés par la loi sur le droit d'auteur et les droits voisins aux artistes interprètes ou exécutants, aux organismes de radiodiffusion et aux producteurs de phonogrammes et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

7. L'article 18 de la Convention de Berne, tel qu'il est incorporé dans l'Accord sur les ADPIC par l'article 9:1 de cet accord, exige que le droit d'auteur soit rétabli pour les œuvres qui sont encore protégées au titre du droit d'auteur dans leur pays d'origine et n'ont pas bénéficié d'une durée de protection complète au Koweït. Prière de décrire en détail comment le Koweït a mis en œuvre cette obligation et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

8. L'article 14:6 de l'Accord sur les ADPIC exige de rétablir la protection pour les phonogrammes qui sont encore protégés au titre de la loi sur le droit d'auteur ou les droits voisins dans leur pays d'origine et qui n'ont pas bénéficié d'une durée de protection complète au Koweït. Prière de décrire en détail comment le Koweït a mis en œuvre cette obligation et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

9. Prière de décrire en détail l'objet dont peut être constituée une marque de fabrique ou de commerce en vertu de la loi sur les marques de fabrique ou de commerce et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

10. Prière de décrire en détail la procédure à suivre pour enregistrer une marque de fabrique ou de commerce au Koweït, en citant les dispositions pertinentes de la loi sur les marques de fabrique ou de commerce, et de décrire les droits que le titulaire d'une marque enregistrée acquiert par l'enregistrement.

11. Prière d'expliquer en détail comment la loi sur les marques de fabrique ou de commerce et les autres lois du Koweït assurent la protection des marques de fabrique ou de commerce et des marques de services notoirement connues, en citant les dispositions pertinentes de la loi.

12. Prière de décrire en détail toute limitation ou condition particulière applicable, en vertu de la loi koweïtienne, aux droits conférés par une marque et d'indiquer en quoi ces limites tiennent compte des intérêts légitimes du titulaire de la marque et des tiers.

13. Prière d'indiquer la durée de la période initiale de protection pour une marque enregistrée au titre de la loi sur les marques de fabrique ou de commerce et de préciser les conditions de renouvellement de l'enregistrement ainsi que la période de renouvellement. Prière de citer les dispositions pertinentes de la loi.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

14. Prière de décrire en détail comment et en vertu de quelles lois les indications géographiques sont protégées au Koweït et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

15. La loi sur les indications géographiques prévoit-elle l'une quelconque des exceptions à la protection des indications géographiques énoncées à l'article 24 de l'Accord sur les ADPIC? Dans l'affirmative, prière d'indiquer de quelle manière l'exception s'applique et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

16. Prière de décrire en détail la manière dont les dessins et modèles industriels, y compris les dessins et modèles de textiles, sont protégés en vertu de la loi koweïtienne et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

F. BREVETS

17. Prière d'indiquer si les inventions appartenant aux catégories ci-après peuvent ou non être brevetées en vertu de la loi koweïtienne si elles sont nouvelles, impliquent une activité inventive et sont susceptibles d'application industrielle:

- a) inventions de procédés qui consistent en totalité ou en partie en opérations exécutées par un ordinateur et commandées par un programme d'ordinateur;
- b) inventions de produits consistant en éléments d'une invention exploitée sur ordinateur, notamment:
 - i) codes de programmes d'ordinateur lisibles en machine, mémorisés sur un support concret tel que disquette, disque dur ou mémoire d'ordinateur; et
 - ii) ordinateurs génériques dont le caractère nouveau par rapport à l'état antérieur de la technique tient essentiellement à ce qu'ils sont associés à un logiciel spécifique.
- c) inventions de procédés qui facilitent la conduite des affaires;
- d) micro-organismes.

18. Prière d'indiquer toute exception aux droits conférés par un brevet au Koweït et d'indiquer de quelle manière la loi koweïtienne garantit que ces exceptions ne portent pas atteinte de manière injustifiée à l'exploitation normale du brevet ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du titulaire du brevet, compte tenu des intérêts légitimes des tiers.

19. Prière d'indiquer toute disposition de la loi koweïtienne relative à la concession de licences obligatoires pour l'exploitation de brevets et d'expliquer comment le Koweït fait en sorte que chacune des conditions énoncées à l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC soit respectée pour toute licence obligatoire. Prière de citer les dispositions pertinentes de la loi.

20. Prière d'indiquer le nombre de licences obligatoires concédées au titre de la loi sur les brevets au cours de chacune des cinq dernières années.

21. Aux termes de l'article 33 de l'Accord sur les ADPIC, la durée de protection des brevets ne peut prendre fin avant l'expiration d'une période de 20 ans à compter de la date du dépôt. Prière d'indiquer quelle est la durée de la protection offerte par la loi sur les brevets et si cette durée varie en fonction du domaine technologique auquel se rapporte le brevet. Dans l'affirmative, prière d'indiquer quelles sont les variations et les technologies concernées et de dire comment le Koweït compte mettre

sa loi en conformité avec l'article 27:1, qui interdit toute discrimination quant au domaine technologique dans la jouissance des droits de brevets.

22. Prière de vérifier que la durée de tous les brevets existant au 1^{er} janvier 2000 au Koweït ne prendra pas fin avant l'expiration d'une période de 20 ans à compter de la date du dépôt.

23. Prière de décrire en détail la manière dont les variétés végétales sont protégées selon la loi koweïtienne et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

24. Prière d'indiquer comment le Koweït met en œuvre les obligations énoncées à la section 6 de la Partie II de l'Accord sur les ADPIC et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

25. Aux termes de l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC, les Membres doivent assurer la protection de tous les renseignements non divulgués, y compris le savoir-faire technique et les renseignements commerciaux, qui répondent à certains critères. Cette protection doit durer tant que les conditions énoncées à l'article 39:2 sont remplies, et elle ne peut être subordonnée à un enregistrement. Prière d'expliquer comment le Koweït s'acquitte de cette obligation et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

26. Quelles sont les mesures prises, conformément à l'article 42 de l'Accord sur les ADPIC, par les autorités judiciaires koweïtiennes pour protéger le caractère confidentiel des renseignements non divulgués communiqués par une partie durant une procédure judiciaire pour faire respecter les droits contenus dans ces renseignements ou à d'autres fins.

27. L'article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC impose aux Membres de protéger contre la divulgation et "l'exploitation déloyale dans le commerce" certaines données résultant d'essais communiqués dans le cadre de demandes visant à obtenir l'approbation de la commercialisation de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture. Prière d'expliquer comment le Koweït met en œuvre cette obligation et d'indiquer en particulier les procédures éventuellement mises en place par le Ministère de la santé et de la population et le Ministère de l'agriculture pour donner concrètement effet à cette obligation.

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

28. Prière d'indiquer en détail quelles sont les actions civiles et les mesures correctives civiles que la loi koweïtienne met à la disposition des détenteurs de droits de chaque type de propriété intellectuelle visé dans la Partie II de l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, et qui permettent une action efficace contre tout acte qui porterait atteinte aux droits, de manière à prévenir toute atteinte et à décourager toute atteinte ultérieure, et de citer les dispositions de la loi qui prévoient de telles mesures correctives.

29. Prière d'indiquer si les décisions au fond rendues lors de procédures judiciaires sont communiquées par écrit et si ces avis écrits sont mis à la disposition du public, pour qu'il puisse se familiariser avec la loi.

30. Prière d'indiquer les mesures provisoires civiles offertes aux détenteurs de droits par la loi koweïtienne, de décrire les procédures à suivre et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

31. Prière de décrire en détail les procédures prévues par la loi koweïtienne, au moins en ce qui concerne les marchandises de marque contrefaites ou les marchandises pirates portant atteinte au droit d'auteur, pour permettre aux détenteurs de droits de demander aux autorités douanières de ne pas mettre les marchandises en libre circulation, et de citer les dispositions pertinentes de la loi. Prière d'indiquer si les autorités douanières sont habilitées à prendre d'office de telles mesures.
32. Prière d'indiquer s'il existe des dispositions visant à faire respecter les droits à la frontière pour d'autres formes de droits de propriété intellectuelle et de citer les dispositions pertinentes de la loi.
33. Prière d'indiquer en détail comment le Koweït met en œuvre les dispositions restantes de la section 4 de la Partie III de l'Accord sur les ADPIC, en citant les dispositions pertinentes de la loi.
34. Prière de décrire en détail les actions et les mesures correctives pénales prévues par la loi koweïtienne au sujet des marchandises de marque contrefaites ou des marchandises pirates portant atteinte au droit d'auteur et de citer les dispositions pertinentes de la loi.
35. Prière d'indiquer quelles sont les autorités chargées des poursuites pénales relatives aux droits de propriété intellectuelle et de préciser si leurs pouvoirs s'étendent à d'autres formes de droits de propriété intellectuelle.
36. Prière d'expliquer si et dans quelles circonstances la saisie, la confiscation et la destruction de marchandises et de tous matériaux et instruments portant atteinte aux droits sont prévues comme mesures correctives dans les cas de contrefaçon volontaire de marques et de piratage portant atteinte au droit d'auteur et de décrire les conditions dans lesquelles de telles sanctions seraient imposées.
37. Prière de donner, pour chacune des années 1998 et 1999, des renseignements statistiques sur les actions intentées au civil pour faire respecter le droit d'auteur et les droits attachés à une marque, à une indication géographique, à un dessin ou modèle industriel, à un brevet, à un schéma de configuration de circuit intégré ou à un secret commercial, y compris le nombre d'affaires portées devant la justice, d'injonctions prononcées, de saisies effectuées sur des produits portant atteinte à ces droits, d'affaires réglées (y compris à l'amiable) et le montant des dommages-intérêts alloués.
38. Prière de donner, pour chacune des années 1998 et 1999, des renseignements statistiques sur les actions intentées au pénal pour des actes de piratage portant atteinte au droit d'auteur et pour des atteintes à des marques, notamment le nombre de descentes de police effectuées, de poursuites engagées, de condamnations prononcées et le montant des amendes et/ou des peines d'emprisonnement infligées (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines de prison ont été effectivement purgées ou s'il y a été sursis) ainsi que tout autre renseignement établissant que le système pénal décourage de façon efficace les actes de piratage portant atteinte au droit d'auteur et la contrefaçon de marques.
39. Prière de décrire toute initiative nouvelle prévue pour améliorer le respect des droits de propriété intellectuelle au Koweït, notamment au plan pénal.

PARAGUAY

A. GÉNÉRALITÉS

1. Pour chaque forme de propriété intellectuelle visée dans la Partie II de l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, prière d'expliquer la manière dont les lois paraguayennes garantissent aux ressortissants des autres Membres de l'OMC le traitement national et

le traitement de la nation la plus favorisée, comme l'exigent les articles 3 et 4 de l'Accord. Prière de citer les dispositions pertinentes de la loi.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Prière d'expliquer comment la loi sur le droit d'auteur protège les programmes d'ordinateur en tant qu'œuvres littéraires et les compilations de données conformément à l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

3. L'article 11 de l'Accord sur les ADPIC dispose que, dans la plupart des circonstances, des droits de location doivent être accordés en ce qui concerne au moins les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques, et l'article 14:4 dispose que des droits de location doivent être accordés aux producteurs de phonogrammes. Prière d'expliquer comment la loi sur le droit d'auteur et les droits voisins garantit que des droits de location prescrits sont accordés et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

4. Prière d'indiquer la durée de la protection offerte pour les œuvres et pour chacune des formes de droits voisins en vertu de la loi sur le droit d'auteur et les droits voisins et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

5. L'article 13 de l'Accord sur les ADPIC impose aux Membres de l'OMC de restreindre les limitations du droit d'auteur ou exceptions à ce droit à certains cas spéciaux qui ne portent pas atteinte à l'exploitation normale de l'œuvre ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du détenteur du droit. Prière de décrire toutes les limitations du droit d'auteur ou exceptions à ce droit prévues par la loi sur le droit d'auteur et les droits voisins et de citer les dispositions pertinentes de la loi. Prière d'indiquer comment le Paraguay fait en sorte que ces limitations et exceptions ne portent pas atteinte à l'exploitation normale des œuvres ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du détenteur du droit.

6. Prière de décrire en détail les droits conférés par la loi sur le droit d'auteur et les droits voisins aux artistes interprètes ou exécutants, aux organismes de radiodiffusion et aux producteurs de phonogrammes et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

7. L'article 18 de la Convention de Berne, tel qu'il est incorporé dans l'Accord sur les ADPIC par l'article 9:1 de cet accord, exige que le droit d'auteur soit rétabli pour les œuvres qui sont encore protégées au titre du droit d'auteur dans leur pays d'origine et n'ont pas bénéficié d'une durée de protection complète au Paraguay. Prière de décrire en détail comment le Paraguay a mis en œuvre cette obligation et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

8. L'article 14:6 de l'Accord sur les ADPIC exige de rétablir la protection pour les phonogrammes qui sont encore protégés au titre de la loi sur le droit d'auteur ou les droits voisins dans leur pays d'origine et qui n'ont pas bénéficié d'une durée de protection complète au Paraguay. Prière de décrire en détail comment le Paraguay a mis en œuvre cette obligation et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

9. Prière de décrire en détail l'objet dont peut être constituée une marque de fabrique ou de commerce en vertu de la loi sur les marques de fabrique ou de commerce et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

10. Prière de décrire en détail la procédure à suivre pour enregistrer une marque de fabrique ou de commerce au Paraguay, en citant les dispositions pertinentes de la loi sur les marques de fabrique ou

de commerce, et de décrire les droits que le titulaire d'une marque enregistrée acquiert par l'enregistrement.

11. Prière d'expliquer en détail comment la loi sur les marques de fabrique ou de commerce et les autres lois du Paraguay assurent la protection des marques de fabrique ou de commerce et des marques de services notoirement connues, en citant les dispositions pertinentes de la loi.

12. Prière de décrire en détail toute limitation ou condition particulière applicable, en vertu de la loi paraguayenne, aux droits conférés par une marque et d'indiquer en quoi ces limites tiennent compte des intérêts légitimes du titulaire de la marque et des tiers.

13. Prière d'indiquer la durée de la période initiale de protection pour une marque enregistrée au titre de la loi sur les marques de fabrique ou de commerce et de préciser les conditions de renouvellement de l'enregistrement ainsi que la période de renouvellement. Prière de citer les dispositions pertinentes de la loi.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

14. Prière de décrire en détail comment et en vertu de quelles lois les indications géographiques sont protégées au Paraguay et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

15. La loi sur les indications géographiques prévoit-elle l'une quelconque des exceptions à la protection des indications géographiques énoncées à l'article 24 de l'Accord sur les ADPIC? Dans l'affirmative, prière d'indiquer de quelle manière l'exception s'applique et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

16. Prière de décrire en détail la manière dont les dessins et modèles industriels, y compris les dessins et modèles de textiles, sont protégés en vertu de la loi paraguayenne et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

F. BREVETS

17. Prière d'indiquer si les inventions appartenant aux catégories ci-après peuvent ou non être brevetées en vertu de la loi paraguayenne si elles sont nouvelles, impliquent une activité inventive et sont susceptibles d'application industrielle:

- a) inventions de procédés qui consistent en totalité ou en partie en opérations exécutées par un ordinateur et commandées par un programme d'ordinateur;
- b) inventions de produits consistant en éléments d'une invention exploitée sur ordinateur, notamment:
 - i) codes de programmes d'ordinateur lisibles en machine, mémorisés sur un support concret tel que disquette, disque dur ou mémoire d'ordinateur; et
 - ii) ordinateurs génériques dont le caractère nouveau par rapport à l'état antérieur de la technique tient essentiellement à ce qu'ils sont associés à un logiciel spécifique.
- c) inventions de procédés qui facilitent la conduite des affaires;

d) micro-organismes.

18. Prière d'indiquer toute exception aux droits conférés par un brevet au Paraguay et d'indiquer de quelle manière la loi paraguayenne garantit que ces exceptions ne portent pas atteinte de manière injustifiée à l'exploitation normale du brevet ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du titulaire du brevet, compte tenu des intérêts légitimes des tiers.

19. Prière d'indiquer toute disposition de la loi paraguayenne relative à la concession de licences obligatoires pour l'exploitation de brevets et d'expliquer comment le Paraguay fait en sorte que chacune des conditions énoncées à l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC soit respectée pour toute licence obligatoire. Prière de citer les dispositions pertinentes de la loi.

20. Prière d'indiquer le nombre de licences obligatoires concédées au titre de la loi sur les brevets au cours de chacune des cinq dernières années.

21. Aux termes de l'article 33 de l'Accord sur les ADPIC, la durée de protection des brevets ne peut prendre fin avant l'expiration d'une période de 20 ans à compter de la date du dépôt. Prière d'indiquer quelle est la durée de la protection offerte par la loi sur les brevets et si cette durée varie en fonction du domaine technologique auquel se rapporte le brevet. Dans l'affirmative, prière d'indiquer quelles sont les variations et les technologies concernées et de dire comment le Paraguay compte mettre sa loi en conformité avec l'article 27:1, qui interdit toute discrimination quant au domaine technologique dans la jouissance des droits de brevets.

22. Prière de vérifier que la durée de tous les brevets existant au 1^{er} janvier 2000 au Paraguay ne prendra pas fin avant l'expiration d'une période de 20 ans à compter de la date du dépôt.

23. Prière de décrire en détail toute exception limitée aux droits conférés par un brevet prévue par la loi paraguayenne et d'indiquer les sauvegardes employées pour que ces exceptions limitées ne portent pas atteinte de manière injustifiée à l'exploitation normale du brevet ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du titulaire du brevet, compte tenu des intérêts légitimes des tiers.

24. Prière de décrire en détail la manière dont les variétés végétales sont protégées selon la loi paraguayenne et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

25. Prière d'indiquer comment le Paraguay met en œuvre les obligations énoncées à la section 6 de la Partie II de l'Accord sur les ADPIC et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

26. Aux termes de l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC, les Membres doivent assurer la protection de tous les renseignements non divulgués, y compris le savoir-faire technique et les renseignements commerciaux, qui répondent à certains critères. Cette protection doit durer tant que les conditions énoncées à l'article 39:2 sont remplies, et elle ne peut être subordonnée à un enregistrement. Prière d'expliquer comment le Paraguay s'acquitte de cette obligation et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

27. Prière de décrire en détail les mesures que les autorités judiciaires paraguayennes peuvent prendre pour protéger le caractère confidentiel des renseignements non divulgués communiqués au tribunal par une partie durant une procédure judiciaire, comme l'exige l'article 42 de l'Accord sur les ADPIC, quand ces renseignements ont été fournis pour faire respecter les droits qu'ils contenaient ou à d'autres fins.

28. L'article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC impose aux Membres de protéger contre la divulgation et "l'exploitation déloyale dans le commerce" certaines données résultant d'essais communiquées dans le cadre de demandes visant à obtenir l'approbation de la commercialisation de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture. Prière d'expliquer comment le Paraguay met en œuvre cette obligation et d'indiquer en particulier les procédures éventuellement mises en place par le Ministère de la santé et de la population et le Ministère de l'agriculture pour donner concrètement effet à cette obligation.

29. Prière d'expliquer en détail comment le Paraguay protège contre la divulgation les données résultant d'essais communiquées pour obtenir l'approbation de la commercialisation de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture de citer les dispositions pertinentes de la loi.

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

30. Prière d'indiquer en détail quelles sont les actions civiles et les mesures correctives civiles que la loi paraguayenne met à la disposition des détenteurs de droits de chaque type de propriété intellectuelle visé dans la Partie II de l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, et qui permettent une action efficace contre tout acte qui porterait atteinte aux droits, de manière à prévenir toute atteinte et à décourager toute atteinte ultérieure, et de citer les dispositions de la loi qui prévoient de telles mesures correctives.

31. Prière d'indiquer si les décisions au fond rendues lors de procédures judiciaires sont communiquées par écrit et si ces avis écrits sont mis à la disposition du public, pour qu'il puisse se familiariser avec la loi.

32. Prière d'indiquer les mesures provisoires civiles offertes aux détenteurs de droits par la loi paraguayenne, de décrire les procédures à suivre et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

33. Prière de décrire en détail les procédures prévues par la loi paraguayenne, au moins en ce qui concerne les marchandises de marque contrefaites ou les marchandises pirates portant atteinte au droit d'auteur, pour permettre aux détenteurs de droits de demander aux autorités douanières de ne pas mettre les marchandises en libre circulation, et de citer les dispositions pertinentes de la loi. Prière d'indiquer si les autorités douanières sont habilitées à prendre d'office de telles mesures.

34. Prière d'indiquer s'il existe des dispositions visant à faire respecter les droits à la frontière pour d'autres formes de droits de propriété intellectuelle et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

35. Prière d'indiquer en détail comment le Paraguay met en œuvre les dispositions restantes de la section 4 de la Partie III de l'Accord sur les ADPIC, en citant les dispositions pertinentes de la loi.

36. Prière de décrire en détail les actions et les mesures correctives pénales prévues par la loi paraguayenne au sujet des marchandises de marque contrefaites ou des marchandises pirates portant atteinte au droit d'auteur et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

37. Prière d'indiquer quelles sont les autorités chargées des poursuites pénales relatives aux droits de propriété intellectuelle et de préciser si leurs pouvoirs s'étendent à d'autres formes de droits de propriété intellectuelle.

38. Prière d'expliquer si et dans quelles circonstances la saisie, la confiscation et la destruction de marchandises et de tous matériaux et instruments portant atteinte aux droits sont prévues comme

mesures correctives dans les cas de contrefaçon volontaire de marques et de piratage portant atteinte au droit d'auteur et de décrire les conditions dans lesquelles de telles sanctions seraient imposées.

39. Prière de donner, pour chacune des années 1998 et 1999, des renseignements statistiques sur les actions intentées au civil pour faire respecter le droit d'auteur et les droits attachés à une marque, à une indication géographique, à un dessin ou modèle industriel, à un brevet, à un schéma de configuration de circuit intégré ou à un secret commercial, y compris le nombre d'affaires portées devant la justice, d'injonctions prononcées, de saisies effectuées sur des produits portant atteinte à ces droits, d'affaires réglées (y compris à l'amiable) et le montant des dommages-intérêts alloués.

40. Prière de donner, pour chacune des années 1998 et 1999, des renseignements statistiques sur les actions intentées au pénal pour des actes de piratage portant atteinte au droit d'auteur et pour des atteintes à des marques, notamment le nombre de descentes de police effectuées, de poursuites engagées, de condamnations prononcées et le montant des amendes et/ou des peines d'emprisonnement infligées (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines de prison ont été effectivement purgées ou s'il y a été sursis) ainsi que tout autre renseignement établissant que le système pénal décourage de façon efficace les actes de piratage portant atteinte au droit d'auteur et la contrefaçon de marques.

41. Prière de décrire toute initiative nouvelle prévue pour améliorer le respect des droits de propriété intellectuelle au Paraguay, notamment au plan pénal.

QATAR

A. GÉNÉRALITÉS

1. Pour chaque forme de propriété intellectuelle visée dans la Partie II de l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, prière d'expliquer la manière dont les lois qatariennes garantissent aux ressortissants des autres Membres de l'OMC le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée, comme l'exigent les articles 3 et 4 de l'Accord. Prière de citer les dispositions pertinentes de la loi.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Prière d'expliquer comment la loi sur le droit d'auteur protège les programmes d'ordinateur en tant qu'œuvres littéraires et les compilations de données conformément à l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

3. L'article 11 de l'Accord sur les ADPIC dispose que, dans la plupart des circonstances, des droits de location doivent être accordés en ce qui concerne au moins les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques, et l'article 14:4 dispose que des droits de location doivent être accordés aux producteurs de phonogrammes. Prière d'expliquer comment la loi sur le droit d'auteur et les droits voisins garantit que des droits de location prescrits sont accordés et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

4. Prière d'indiquer la durée de la protection offerte pour les œuvres et pour chacune des formes de droits voisins en vertu de la loi sur le droit d'auteur et les droits voisins et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

5. L'article 13 de l'Accord sur les ADPIC impose aux Membres de l'OMC de restreindre les limitations du droit d'auteur ou exceptions à ce droit à certains cas spéciaux qui ne portent pas atteinte à l'exploitation normale de l'œuvre ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du

détenteur du droit. Prière de décrire toutes les limitations du droit d'auteur ou exceptions à ce droit prévues par la loi sur le droit d'auteur et les droits voisins et de citer les dispositions pertinentes de la loi. Prière d'indiquer comment le Qatar fait en sorte que ces limitations et exceptions ne portent pas atteinte à l'exploitation normale des œuvres ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du détenteur du droit.

6. Prière de décrire en détail les droits conférés par la loi sur le droit d'auteur et les droits voisins aux artistes interprètes ou exécutants, aux organismes de radiodiffusion et aux producteurs de phonogrammes et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

7. L'article 18 de la Convention de Berne, tel qu'il est incorporé dans l'Accord sur les ADPIC par l'article 9:1 de cet accord, exige que le droit d'auteur soit rétabli pour les œuvres qui sont encore protégées au titre du droit d'auteur dans leur pays d'origine et n'ont pas bénéficié d'une durée de protection complète au Qatar. Prière de décrire en détail comment le Qatar a mis en œuvre cette obligation et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

8. L'article 14:6 de l'Accord sur les ADPIC exige de rétablir la protection pour les phonogrammes qui sont encore protégés au titre de la loi sur le droit d'auteur ou les droits voisins dans leur pays d'origine et qui n'ont pas bénéficié d'une durée de protection complète au Qatar. Prière de décrire en détail comment le Qatar a mis en œuvre cette obligation et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

9. Prière de décrire en détail l'objet dont peut être constituée une marque de fabrique ou de commerce en vertu de la loi sur les marques de fabrique ou de commerce et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

10. Prière de décrire en détail la procédure à suivre pour enregistrer une marque de fabrique ou de commerce au Qatar, en citant les dispositions pertinentes de la loi sur les marques de fabrique ou de commerce, et de décrire les droits que le titulaire d'une marque enregistrée acquiert par l'enregistrement.

11. Prière d'expliquer en détail comment la loi sur les marques de fabrique ou de commerce et les autres lois du Qatar assurent la protection des marques de fabrique ou de commerce et des marques de services notoirement connues, en citant les dispositions pertinentes de la loi.

12. Prière de décrire en détail toute limitation ou condition particulière applicable, en vertu de la loi qatarienne, aux droits conférés par une marque et d'indiquer en quoi ces limites tiennent compte des intérêts légitimes du titulaire de la marque et des tiers.

13. Prière d'indiquer la durée de la période initiale de protection pour une marque enregistrée au titre de la loi sur les marques de fabrique ou de commerce et de préciser les conditions de renouvellement de l'enregistrement ainsi que la période de renouvellement. Prière de citer les dispositions pertinentes de la loi.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

14. Prière de décrire en détail comment et en vertu de quelles lois les indications géographiques sont protégées au Qatar et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

15. La loi sur les indications géographiques prévoit-elle l'une quelconque des exceptions à la protection des indications géographiques énoncées à l'article 24 de l'Accord sur les ADPIC? Dans

l'affirmative, prière d'indiquer de quelle manière l'exception s'applique et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

16. Prière de décrire en détail la manière dont les dessins et modèles industriels, y compris les dessins et modèles de textiles, sont protégés en vertu de la loi qatarienne et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

F. BREVETS

17. Prière d'indiquer si les inventions appartenant aux catégories ci-après peuvent ou non être brevetées en vertu de la loi qatarienne si elles sont nouvelles, impliquent une activité inventive et sont susceptibles d'application industrielle:

- a) inventions de procédés qui consistent en totalité ou en partie en opérations exécutées par un ordinateur et commandées par un programme d'ordinateur;
- b) inventions de produits consistant en éléments d'une invention exploitée sur ordinateur, notamment:
 - i) codes de programmes d'ordinateur lisibles en machine, mémorisés sur un support concret tel que disquette, disque dur ou mémoire d'ordinateur; et
 - ii) ordinateurs génériques dont le caractère nouveau par rapport à l'état antérieur de la technique tient essentiellement à ce qu'ils sont associés à un logiciel spécifique.
- c) inventions de procédés qui facilitent la conduite des affaires;
- d) micro-organismes.

18. Prière d'indiquer toute exception aux droits conférés par un brevet au Qatar et d'indiquer de quelle manière la loi qatarienne garantit que ces exceptions ne portent pas atteinte de manière injustifiée à l'exploitation normale du brevet ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du titulaire du brevet, compte tenu des intérêts légitimes des tiers.

19. Prière d'indiquer toute disposition de la loi qatarienne relative à la concession de licences obligatoires pour l'exploitation de brevets et d'expliquer comment le Qatar fait en sorte que chacune des conditions énoncées à l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC soit respectée pour toute licence obligatoire. Prière de citer les dispositions pertinentes de la loi.

20. Prière d'indiquer le nombre de licences obligatoires concédées au titre de la loi sur les brevets au cours de chacune des cinq dernières années.

21. Aux termes de l'article 33 de l'Accord sur les ADPIC, la durée de protection des brevets ne peut prendre fin avant l'expiration d'une période de 20 ans à compter de la date du dépôt. Prière d'indiquer quelle est la durée de la protection offerte par la loi sur les brevets et si cette durée varie en fonction du domaine technologique auquel se rapporte le brevet. Dans l'affirmative, prière d'indiquer quelles sont les variations et les technologies concernées et de dire comment le Qatar compte mettre sa loi en conformité avec l'article 27:1, qui interdit toute discrimination quant au domaine technologique dans la jouissance des droits de brevets.

22. Prière de vérifier que la durée de tous les brevets existant au 1^{er} janvier 2000 au Qatar ne prendra pas fin avant l'expiration d'une période de 20 ans à compter de la date du dépôt.

23. Prière de décrire en détail la manière dont les variétés végétales sont protégées selon la loi qatarienne et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

24. Prière d'indiquer comment le Qatar met en œuvre les obligations énoncées à la section 6 de la Partie II de l'Accord sur les ADPIC et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

25. Aux termes de l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC, les Membres doivent assurer la protection de tous les renseignements non divulgués, y compris le savoir-faire technique et les renseignements commerciaux, qui répondent à certains critères. Cette protection doit durer tant que les conditions énoncées à l'article 39:2 sont remplies, et elle ne peut être subordonnée à un enregistrement. Prière d'expliquer comment le Qatar s'acquitte de cette obligation et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

26. Quelles sont les mesures prises, conformément à l'article 42 de l'Accord sur les ADPIC, par les autorités judiciaires qatariennes pour protéger le caractère confidentiel des renseignements non divulgués communiqués par une partie durant une procédure judiciaire pour faire respecter les droits contenus dans ces renseignements ou à d'autres fins.

27. L'article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC impose aux Membres de protéger contre la divulgation et "l'exploitation déloyale dans le commerce" certaines données résultant d'essais communiqués dans le cadre de demandes visant à obtenir l'approbation de la commercialisation de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture. Prière d'expliquer comment le Qatar met en œuvre cette obligation et d'indiquer en particulier les procédures éventuellement mises en place par le Ministère de la santé et de la population et le Ministère de l'agriculture pour donner concrètement effet à cette obligation.

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

28. Prière d'indiquer en détail quelles sont les actions civiles et les mesures correctives civiles que la loi qatarienne met à la disposition des détenteurs de droits de chaque type de propriété intellectuelle visé dans la Partie II de l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, et qui permettent une action efficace contre tout acte qui porterait atteinte aux droits, de manière à prévenir toute atteinte et à décourager toute atteinte ultérieure, et de citer les dispositions de la loi qui prévoient de telles mesures correctives.

29. Prière d'indiquer si les décisions au fond rendues lors de procédures judiciaires sont communiquées par écrit et si ces avis écrits sont mis à la disposition du public, pour qu'il puisse se familiariser avec la loi.

30. Prière d'indiquer les mesures provisoires civiles offertes aux détenteurs de droits par la loi qatarienne, de décrire les procédures à suivre et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

31. Prière de décrire en détail les procédures prévues par la loi qatarienne, au moins en ce qui concerne les marchandises de marque contrefaites ou les marchandises pirates portant atteinte au droit d'auteur, pour permettre aux détenteurs de droits de demander aux autorités douanières de ne pas

mettre les marchandises en libre circulation, et de citer les dispositions pertinentes de la loi. Prière d'indiquer si les autorités douanières sont habilitées à prendre d'office de telles mesures.

32. Prière d'indiquer s'il existe des dispositions visant à faire respecter les droits à la frontière pour d'autres formes de droits de propriété intellectuelle et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

33. Prière d'indiquer en détail comment le Qatar met en œuvre les dispositions restantes de la section 4 de la Partie III de l'Accord sur les ADPIC, en citant les dispositions pertinentes de la loi.

34. Prière de décrire en détail les actions et les mesures correctives pénales prévues par la loi qatarienne au sujet des marchandises de marque contrefaites ou des marchandises pirates portant atteinte au droit d'auteur et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

35. Prière d'indiquer quelles sont les autorités chargées des poursuites pénales relatives aux droits de propriété intellectuelle et de préciser si leurs pouvoirs s'étendent à d'autres formes de droits de propriété intellectuelle.

36. Prière d'expliquer si et dans quelles circonstances la saisie, la confiscation et la destruction de marchandises et de tous matériaux et instruments portant atteinte aux droits sont prévues comme mesures correctives dans les cas de contrefaçon volontaire de marques et de piratage portant atteinte au droit d'auteur et de décrire les conditions dans lesquelles de telles sanctions seraient imposées.

37. Prière de donner, pour chacune des années 1998 et 1999, des renseignements statistiques sur les actions intentées au civil pour faire respecter le droit d'auteur et les droits attachés à une marque, à une indication géographique, à un dessin ou modèle industriel, à un brevet, à un schéma de configuration de circuit intégré ou à un secret commercial, y compris le nombre d'affaires portées devant la justice, d'injonctions prononcées, de saisies effectuées sur des produits portant atteinte à ces droits, d'affaires réglées (y compris à l'amiable) et le montant des dommages-intérêts alloués.

38. Prière de donner, pour chacune des années 1998 et 1999, des renseignements statistiques sur les actions intentées au pénal pour des actes de piratage portant atteinte au droit d'auteur et pour des atteintes à des marques, notamment le nombre de descentes de police effectuées, de poursuites engagées, de condamnations prononcées et le montant des amendes et/ou des peines d'emprisonnement infligées (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines de prison ont été effectivement purgées ou s'il y a été sursis) ainsi que tout autre renseignement établissant que le système pénal décourage de façon efficace les actes de piratage portant atteinte au droit d'auteur et la contrefaçon de marques.

39. Prière de décrire toute initiative nouvelle prévue pour améliorer le respect des droits de propriété intellectuelle au Qatar, notamment au plan pénal.

SAINTE-LUCIE

A. GÉNÉRALITÉS

1. Pour chaque forme de propriété intellectuelle visée dans la Partie II de l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, prière d'expliquer la manière dont les lois saint-luciennes garantissent aux ressortissants des autres Membres de l'OMC le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée, comme l'exigent les articles 3 et 4 de l'Accord. Prière de citer les dispositions pertinentes de la loi.

B. DROIT D'AUTEUR

2. Prière d'expliquer comment la loi sur le droit d'auteur protège les programmes d'ordinateur en tant qu'œuvres littéraires et les compilations de données conformément à l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

3. L'article 11 de l'Accord sur les ADPIC dispose que des droits de location doivent être accordés dans la plupart des cas en ce qui concerne les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques, et l'article 14:4 dispose que des droits de location doivent être accordés aux producteurs de phonogrammes. Prière d'expliquer comment la loi sur le droit d'auteur et les droits voisins garantit que des droits de location prescrits sont accordés et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

4. Prière d'indiquer la durée de la protection offerte pour les œuvres et pour chacune des formes de droits voisins en vertu de la loi sur le droit d'auteur et les droits voisins et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

5. L'article 13 de l'Accord sur les ADPIC impose aux Membres de l'OMC de restreindre les limitations du droit d'auteur ou exceptions à ce droit à certains cas spéciaux qui ne portent pas atteinte à l'exploitation normale de l'œuvre ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du détenteur du droit. Prière de décrire toutes les limitations du droit d'auteur ou exceptions à ce droit prévues par la loi sur le droit d'auteur et les droits voisins et de citer les dispositions pertinentes de la loi. Prière d'indiquer comment Sainte-Lucie fait en sorte que ces limitations et exceptions ne portent pas atteinte à l'exploitation normale des œuvres ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du détenteur du droit.

6. Prière de décrire en détail les droits conférés par la loi sur le droit d'auteur et les droits voisins aux artistes interprètes ou exécutants, aux organismes de radiodiffusion et aux producteurs de phonogrammes et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

7. L'article 18 de la Convention de Berne, tel qu'il est incorporé dans l'Accord sur les ADPIC par l'article 9:1 de cet accord, exige que le droit d'auteur soit rétabli pour les œuvres qui sont encore protégées au titre du droit d'auteur dans leur pays d'origine et n'ont pas bénéficié d'une durée de protection complète à Sainte-Lucie. Prière de décrire en détail comment Sainte-Lucie a mis en œuvre cette obligation et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

8. L'article 14:6 de l'Accord sur les ADPIC exige de rétablir la protection pour les phonogrammes qui sont encore protégés au titre de la loi sur le droit d'auteur ou les droits voisins dans leur pays d'origine et qui n'ont pas bénéficié d'une durée de protection complète à Sainte-Lucie. Prière de décrire en détail comment Sainte-Lucie a mis en œuvre cette obligation et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

9. Prière de décrire en détail l'objet dont peut être constituée une marque de fabrique ou de commerce en vertu de la loi sur les marques de fabrique ou de commerce et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

10. Prière de décrire en détail la procédure à suivre pour enregistrer une marque de fabrique ou de commerce à Sainte-Lucie, en citant les dispositions pertinentes de la loi sur les marques de fabrique ou de commerce, et de décrire les droits que le titulaire d'une marque enregistrée acquiert par l'enregistrement.

11. Prière d'expliquer en détail comment la loi sur les marques de fabrique ou de commerce et les autres lois de Sainte-Lucie assurent la protection des marques de fabrique ou de commerce et des marques de services notoirement connues, en citant les dispositions pertinentes de la loi.

12. Prière de décrire en détail toute limitation ou condition particulière applicable, en vertu de la loi saint-lucienne, aux droits conférés par une marque et d'indiquer en quoi ces limites tiennent compte des intérêts légitimes du titulaire de la marque et des tiers.

13. Prière d'indiquer la durée de la période initiale de protection pour une marque enregistrée au titre de la loi sur les marques de fabrique ou de commerce et de préciser les conditions de renouvellement de l'enregistrement ainsi que la période de renouvellement. Prière de citer les dispositions pertinentes de la loi.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

14. Prière de décrire en détail comment et en vertu de quelles lois les indications géographiques sont protégées à Sainte-Lucie et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

15. La loi sur les indications géographiques prévoit-elle l'une quelconque des exceptions à la protection des indications géographiques énoncées à l'article 24 de l'Accord sur les ADPIC? Dans l'affirmative, prière d'indiquer de quelle manière l'exception s'applique et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

16. Prière de décrire en détail la manière dont les dessins et modèles industriels, y compris les dessins et modèles de textiles, sont protégés en vertu de la loi saint-lucienne et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

F. BREVETS

17. Prière d'indiquer si les inventions appartenant aux catégories ci-après peuvent ou non être brevetées en vertu de la loi saint-lucienne si elles sont nouvelles, impliquent une activité inventive et sont susceptibles d'application industrielle:

- a) inventions de procédés qui consistent en totalité ou en partie en opérations exécutées par un ordinateur et commandées par un programme d'ordinateur;
- b) inventions de produits consistant en éléments d'une invention exploitée sur ordinateur, notamment:
 - i) codes de programmes d'ordinateur lisibles en machine, mémorisés sur un support concret tel que disquette, disque dur ou mémoire d'ordinateur; et
 - ii) ordinateurs génériques dont le caractère nouveau par rapport à l'état antérieur de la technique tient essentiellement à ce qu'ils sont associés à un logiciel spécifique.
- c) inventions de procédés qui facilitent la conduite des affaires;
- d) micro-organismes.

18. Prière d'indiquer toute exception aux droits conférés par un brevet à Sainte-Lucie et d'indiquer de quelle manière la loi saint-lucienne garantit que ces exceptions ne portent pas atteinte de manière injustifiée à l'exploitation normale du brevet ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du titulaire du brevet, compte tenu des intérêts légitimes des tiers.

19. Prière d'indiquer toute disposition de la loi saint-lucienne relative à la concession de licences obligatoires pour l'exploitation de brevets et d'expliquer comment Sainte-Lucie fait en sorte que chacune des conditions énoncées à l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC soit respectée pour toute licence obligatoire. Prière de citer les dispositions pertinentes de la loi.

20. Prière d'indiquer le nombre de licences obligatoires concédées au titre de la loi sur les brevets au cours de chacune des cinq dernières années.

21. Aux termes de l'article 33 de l'Accord sur les ADPIC, la durée de protection des brevets ne peut prendre fin avant l'expiration d'une période de 20 ans à compter de la date du dépôt. Prière d'indiquer quelle est la durée de la protection offerte par la loi sur les brevets et si cette durée varie en fonction du domaine technologique auquel se rapporte le brevet. Dans l'affirmative, prière d'indiquer quelles sont les variations et les technologies concernées et de dire comment Sainte-Lucie compte mettre sa loi en conformité avec l'article 27:1, qui interdit toute discrimination quant au domaine technologique dans la jouissance des droits de brevets.

22. Prière de vérifier que la durée de tous les brevets existant au 1^{er} janvier 2000 à Sainte-Lucie ne prendra pas fin avant l'expiration d'une période de 20 ans à compter de la date du dépôt.

23. Prière de décrire en détail la manière dont les variétés végétales sont protégées selon la loi saint-lucienne et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

24. Prière d'indiquer comment Sainte-Lucie met en œuvre les obligations énoncées à la section 6 de la Partie II de l'Accord sur les ADPIC et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

25. Aux termes de l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC, les Membres doivent assurer la protection de tous les renseignements non divulgués, y compris le savoir-faire technique et les renseignements commerciaux, qui répondent à certains critères. Cette protection doit durer tant que les conditions énoncées à l'article 39:2 sont remplies, et elle ne peut être subordonnée à un enregistrement. Prière d'expliquer comment Sainte-Lucie s'acquitte de cette obligation et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

26. Quelles sont les mesures prises, conformément à l'article 42 de l'Accord sur les ADPIC, par les autorités judiciaires saint-luciennes pour protéger le caractère confidentiel des renseignements non divulgués communiqués par une partie durant une procédure judiciaire pour faire respecter les droits contenus dans ces renseignements ou à d'autres fins.

27. L'article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC impose aux Membres de protéger contre la divulgation et "l'exploitation déloyale dans le commerce" certaines données résultant d'essais communiquées dans le cadre de demandes visant à obtenir l'approbation de la commercialisation de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture. Prière d'expliquer comment Sainte-Lucie met en œuvre cette obligation et d'indiquer en particulier les procédures éventuellement mises en place par le Ministère de la santé et de la population et le Ministère de l'agriculture pour donner concrètement effet à cette obligation.

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

28. Prière d'indiquer en détail quelles sont les actions civiles et les mesures correctives civiles que la loi saint-lucienne met à la disposition des détenteurs de droits de chaque type de propriété intellectuelle visé dans la Partie II de l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, et qui permettent une action efficace contre tout acte qui porterait atteinte aux droits, de manière à prévenir toute atteinte et à décourager toute atteinte ultérieure, et de citer les dispositions de la loi qui prévoient de telles mesures correctives.

29. Prière d'indiquer si les décisions au fond rendues lors de procédures judiciaires sont communiquées par écrit et si ces avis écrits sont mis à la disposition du public, pour qu'il puisse se familiariser avec la loi.

30. Prière d'indiquer les mesures provisoires civiles offertes aux détenteurs de droits par la loi saint-lucienne, de décrire les procédures à suivre et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

31. Prière de décrire en détail les procédures prévues par la loi saint-lucienne, au moins en ce qui concerne les marchandises de marque contrefaites ou les marchandises pirates portant atteinte au droit d'auteur, pour permettre aux détenteurs de droits de demander aux autorités douanières de ne pas mettre les marchandises en libre circulation, et de citer les dispositions pertinentes de la loi. Prière d'indiquer si les autorités douanières sont habilitées à prendre d'office de telles mesures.

32. Prière d'indiquer s'il existe des dispositions visant à faire respecter les droits à la frontière pour d'autres formes de droits de propriété intellectuelle et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

33. Prière d'indiquer en détail comment Sainte-Lucie met en œuvre les dispositions restantes de la section 4 de la Partie III de l'Accord sur les ADPIC, en citant les dispositions pertinentes de la loi.

34. Prière de décrire en détail les actions et les mesures correctives pénales prévues par la loi saint-lucienne au sujet des marchandises de marque contrefaites ou des marchandises pirates portant atteinte au droit d'auteur et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

35. Prière d'indiquer quelles sont les autorités chargées des poursuites pénales relatives aux droits de propriété intellectuelle et de préciser si leurs pouvoirs s'étendent à d'autres formes de droits de propriété intellectuelle.

36. Prière d'expliquer si et dans quelles circonstances la saisie, la confiscation et la destruction de marchandises et de tous matériaux et instruments portant atteinte aux droits sont prévues comme mesures correctives dans les cas de contrefaçon volontaire de marques et de piratage portant atteinte au droit d'auteur et de décrire les conditions dans lesquelles de telles sanctions seraient imposées.

37. Prière de donner, pour chacune des années 1998 et 1999, des renseignements statistiques sur les actions intentées au civil pour faire respecter le droit d'auteur et les droits attachés à une marque, à une indication géographique, à un dessin ou modèle industriel, à un brevet, à un schéma de configuration de circuit intégré ou à un secret commercial, y compris le nombre d'affaires portées devant la justice, d'injonctions prononcées, de saisies effectuées sur des produits portant atteinte à ces droits, d'affaires réglées (y compris à l'amiable) et le montant des dommages-intérêts alloués.

38. Prière de donner, pour chacune des années 1998 et 1999, des renseignements statistiques sur les actions intentées au pénal pour des actes de piratage portant atteinte au droit d'auteur et pour des atteintes à des marques, notamment le nombre de descentes de police effectuées, de poursuites engagées, de condamnations prononcées et le montant des amendes et/ou des peines

d'emprisonnement infligées (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines de prison ont été effectivement purgées ou s'il y a été sursis) ainsi que tout autre renseignement établissant que le système pénal décourage de façon efficace les actes de piratage portant atteinte au droit d'auteur et la contrefaçon de marques.

39. Prière de décrire toute initiative nouvelle prévue pour améliorer le respect des droits de propriété intellectuelle à Sainte-Lucie, notamment au plan pénal.

TURQUIE

A. GÉNÉRALITÉS

1. Pour chaque forme de propriété intellectuelle visée dans la Partie II de l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, prière d'expliquer la manière dont les lois turques garantissent aux ressortissants des autres Membres de l'OMC le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée, comme l'exigent les articles 3 et 4 de l'Accord. Prière de citer les dispositions pertinentes de la loi.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Nous croyons savoir qu'un projet de législation sur le droit d'auteur est en préparation afin de mettre le régime turc du droit d'auteur et des droits voisins en conformité avec l'Accord sur les ADPIC. Prière d'expliquer en détail les modifications que cette législation apportera au régime actuel, d'indiquer où en est sa préparation et de donner une date estimative de promulgation et de mise en œuvre.

3. Prière de décrire en détail les dispositions qui mettront en œuvre l'article 18 de la Convention de Berne tel qu'il est incorporé à l'article 9, et l'article 14:6 de l'Accord sur les ADPIC.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

4. Prière d'expliquer en détail comment la loi sur les marques de fabrique ou de commerce et les autres lois de la Turquie assurent la protection des marques de fabrique ou de commerce et des marques de services notoirement connues, en citant les dispositions pertinentes de la loi.

5. Prière de décrire en détail toute limitation ou condition particulière applicable, en vertu de la loi turque, aux droits conférés par une marque et d'indiquer en quoi ces limites tiennent compte des intérêts légitimes du titulaire de la marque et des tiers.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

6. Prière d'expliquer si, dans une procédure d'opposition relative à une nouvelle indication géographique, une marque de fabrique ou de commerce enregistrée préexistante ou une demande précédemment déposée d'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce en Turquie constituerait un motif de refus de reconnaissance de l'indication géographique.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

7. Prière de décrire en détail la manière dont les dessins et modèles de textiles sont protégés en Turquie et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

F. BREVETS

8. L'article 6 de la loi turque sur les brevets prévoit un certain nombre d'exclusions quant aux objets brevetables. Prière d'indiquer si une invention appartenant aux catégories ci-après peut être brevetée en vertu de la loi turque si elle est nouvelle, implique une activité inventive et est susceptible d'application industrielle:

- a) inventions de procédés qui consistent en totalité ou en partie en opérations exécutées par un ordinateur et commandées par un programme d'ordinateur;
- b) inventions de produits consistant en éléments d'une invention exploitée sur ordinateur, notamment:
 - i) codes de programmes d'ordinateur lisibles en machine, mémorisés sur un support concret tel que disquette, disque dur ou mémoire d'ordinateur; et
 - ii) ordinateurs génériques dont le caractère nouveau par rapport à l'état antérieur de la technique tient essentiellement à ce qu'ils sont associés à un logiciel spécifique.
- c) inventions de procédés qui facilitent la conduite des affaires;
- d) micro-organismes.

9. Selon l'article 6 de la loi actuelle, toute invention contraire à "la politique publique ou aux normes morales généralement admises" est exclue des objets brevetables. Prière de décrire le processus par lequel le gouvernement turc détermine si une invention est contraire à la politique publique ou aux normes morales généralement admises et d'indiquer les critères appliqués pour établir ces déterminations, en citant les dispositions pertinentes de la loi. Prière d'indiquer également s'il est possible d'introduire un recours contre une décision excluant une invention de la brevetabilité au titre de l'article 6 et, dans l'affirmative, auprès de quel organe ce recours doit être déposé.

10. L'article 6 exclut de ce qui est considéré comme objet brevetable les "découvertes", les "plans" et les "œuvres scientifiques". Prière d'expliquer et de définir les termes "découvertes", "plans" et "œuvres scientifiques" tels qu'ils sont employés à l'article 6 et de donner des exemples d'objets relevant de ces catégories d'exclusion, ainsi que des exemples d'objets qui n'en relèvent pas.

11. Prière d'indiquer toute autre exception aux droits conférés par un brevet en Turquie et d'indiquer de quelle manière la loi turque garantit que ces exceptions ne portent pas atteinte de manière injustifiée à l'exploitation normale du brevet ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du titulaire du brevet, compte tenu des intérêts légitimes des tiers.

12. Prière de vérifier que la durée de tous les brevets existant au 1^{er} janvier 2000 en Turquie ne prendra pas fin avant l'expiration d'une période de 20 ans à compter de la date du dépôt.

13. Les articles 96, 97 et 99 exigent apparemment que l'invention revendiquée dans un brevet soit fabriquée en Turquie ou qu'une licence obligatoire soit concédée au titre du brevet. Prière d'expliquer en quoi cette disposition est conforme à la prescription de l'article 27:1 de l'Accord sur les ADPIC selon laquelle il doit être possible de jouir de droits de brevet sans discrimination quant au fait que les produits sont importés ou sont d'origine nationale.

14. L'article 102 de la loi turque sur les brevets semble permettre la concession d'une licence obligatoire pour un brevet aux fins d'exportation. Prière d'expliquer en quoi il est conforme aux obligations énoncées à l'article 31, notamment à l'alinéa f).

15. Prière d'indiquer le nombre de licences obligatoires concédées au cours de chacune des cinq dernières années au titre des articles 99, 101, 102 et 103 de la loi turque sur les brevets.

16. Prière de décrire en détail la manière dont les variétés végétales sont protégées selon la loi turque et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

17. Prière d'indiquer comment la Turquie met en œuvre les obligations énoncées à la section 6 de la Partie II de l'Accord sur les ADPIC et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

H. RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

18. Aux termes de l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC, les Membres doivent assurer la protection de tous les renseignements non divulgués, y compris le savoir-faire technique et les renseignements commerciaux, qui répondent à certains critères. Cette protection doit durer tant que les conditions énoncées à l'article 39:2 sont remplies, et elle ne peut être subordonnée à un enregistrement. Prière d'expliquer comment la Turquie s'acquitte de cette obligation et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

19. L'article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC impose aux Membres de protéger contre la divulgation et "l'exploitation déloyale dans le commerce" certaines données résultant d'essais communiqués dans le cadre de demandes visant à obtenir l'approbation de la commercialisation de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture. Prière de décrire en détail comment la Turquie met en œuvre cette obligation et de citer les dispositions pertinentes de la loi.

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

20. Prière d'indiquer en détail quelles sont les actions et les mesures correctives civiles que la loi turque met à la disposition des détenteurs de droits relatifs à des variétés végétales et à des renseignements non divulgués et qui permettent une action efficace contre tout acte qui porterait atteinte aux droits, de manière à prévenir toute atteinte et à décourager toute atteinte ultérieure, et de citer les dispositions de la loi qui prévoient ces mesures correctives.

21. Prière d'indiquer si les décisions au fond rendues lors de procédures judiciaires sont communiquées par écrit et si ces avis écrits sont mis à la disposition du public, pour qu'il puisse se familiariser avec la loi.

22. Prière de donner, pour chacune des années 1998 et 1999, des renseignements statistiques sur les actions intentées au civil pour faire respecter le droit d'auteur et les droits attachés à une marque, à une indication géographique, à un dessin ou modèle industriel, à un brevet, à un schéma de configuration de circuit intégré ou à un secret commercial, y compris le nombre d'affaires portées devant la justice, d'injonctions prononcées, de saisies effectuées sur des produits portant atteinte à ces droits, d'affaires réglées (y compris à l'amiable) et le montant des dommages-intérêts alloués.

23. Prière de donner, pour chacune des années 1998 et 1999, des renseignements statistiques sur les actions intentées au pénal pour des actes de piratage portant atteinte au droit d'auteur et pour des atteintes à des marques, notamment le nombre de descentes de police effectuées, de poursuites engagées, de condamnations prononcées et le montant des amendes et/ou des peines

d'emprisonnement infligées (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines de prison ont été effectivement purgées ou s'il y a été sursis) ainsi que tout autre renseignement établissant que le système pénal décourage de façon efficace les actes de piratage portant atteinte au droit d'auteur et la contrefaçon de marques.

24. Prière de décrire toute initiative nouvelle prévue pour améliorer le respect des droits de propriété intellectuelle en Turquie, notamment au plan pénal.
